

Jacques Marseille • Professeur à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne

Le bel âge de l'industrie

Foncièrement agricole à la Libération, la France est devenue, en trois décennies, un grand pays industriel. Pour peu de temps : sa richesse provient aujourd'hui d'abord des services. Un bouleversement dont on mesure mal l'ampleur.



Des ouvriers travaillant sur la chaîne de montage de la 4 CV dans la grande usine Renault de Boulogne-Billancourt, dans les années 1950. L'industrie automobile a fait la richesse de la France après la guerre.

L'AUTEUR

Jacques Marseille est l'un des meilleurs spécialistes de l'histoire économique contemporaine. Son dernier ouvrage : *La Guerre des deux France, celle qui avance et celle qui freine* (Plon, 2004).

En 1969, la France produit 22,5 millions de tonnes d'acier brut, une production en net progrès par rapport à celle des années 1964-1968, où la production a oscillé entre 19,7 et 20,4 millions de tonnes. Le 21 juillet 1970, Jacques Ferry, président triomphant de la chambre syndicale de la sidérurgie, peut déclarer : « *La capacité de la sidérurgie française en 1975 devrait atteindre 31 ou 32 millions de tonnes d'acier brut.* »

Le 4 décembre 1970, pris dans cette folle

course aux enchères, le parti communiste lance le chiffre de 35 millions de tonnes, ajoutant, pour faire bonne mesure : « *Les besoins sont immenses. Il faut construire des milliers de maisons, d'écoles, d'hôpitaux ; nous devons développer considérablement nos industries mécaniques qui constituent un point faible de notre économie. Il faut donc développer considérablement les industries sidérurgiques¹.* »

En 1972, un an après l'ouverture à Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône) du grand

chantier destiné à doter la France de la deuxième usine sidérurgique littorale après Dunkerque, le président Pompidou annonce, lors d'une conférence de presse télévisée : « *Chère vieille France, la bonne cuisine, les Folies-Bergère, le gai Paris, la haute couture et les bonnes exportations du cognac, du champagne et même du bordeaux ou du bourgogne, c'est terminé. La France a commencé et largement entamé une révolution industrielle.* »

A cette date en effet, la France semblait

être enfin entrée dans l'âge industriel. Jamais il n'y avait eu autant d'ouvriers dans la population active : ils étaient 7764000, soit 35,2 % de la population active. Jamais la valeur ajoutée par l'industrie, y compris le bâtiment et les travaux publics, n'avait été aussi importante : 379 milliards de francs de l'époque, soit 37,3 % du produit intérieur brut (PIB). Jamais la croissance des exportations de produits manufacturés n'avait été aussi vive : de 1964 à 1972, elles avaient triplé, assurant 74 % des exportations totales.

Conformément aux vœux de Georges Pompidou, qui avait placé sa présidence sous le signe de l'industrialisation, l'industrie était bien devenue, pour la première fois de l'histoire du pays, le fer de lance de la compétitivité, le principal moteur de l'emploi et de la croissance.

Conformément aux vœux du parti communiste, la classe ouvrière, qui en était le maître d'œuvre, pouvait espérer prendre prochainement dans l'histoire le rôle qui lui était promis. En 1971, on pouvait lire dans *Le Traité marxiste d'économie politique* : « *Le rôle économique, politique, social de la classe ouvrière est aujourd'hui beaucoup plus important qu'il ne l'était au XIX^e siècle, à l'époque du capitalisme concurrentiel. [...] Sa maturité, son expérience, ses organisations syndicale et politique sont très développées. La classe ouvrière reste la force décisive de l'évolution et de la révolution sociales².* »

En moins de trente ans, à dire vrai, une « France nouvelle » était née en même temps que s'affirmait la volonté de construire une « nouvelle société ».

En 1945, en effet, la société française demeurait pour l'essentiel ce qu'elle était au début du XX^e siècle, mais sans l'optimisme et sans l'aiguillon de la Belle Époque. Parcourant la France au lendemain de la Libération, l'Américain Laurence Wylie écrivait : « *La Libération n'apporta que des déceptions. La lutte des partis devint plus âpre qu'avant la guerre. L'inflation dissipa de nouveau les économies familiales. Même l'or connut une nouvelle baisse en 1950, et les familles qui avaient mis leur confiance dans le plus sûr des métaux sentirent qu'on ne pouvait plus se fier à rien... La France s'abandonnait à un violent désespoir. Les gens de Roussillon, portés par tradition à accepter le pire avec un haussement d'épaules fataliste et les mots : "C'est comme ça !" trouvaient peu de raisons d'espérer dans le sombre avenir.* »

En 1945,
un pays
ankylosé
dans le passé

Pauvre France, disaient-ils, on est foutus³ !

En 1946, quand il fallut rétablir sur le site du Patural à Hayange, en Lorraine, un haut fourneau que la guerre avait endommagé, François de Wendel, un des chefs de file de la sidérurgie française, écrivit dans son *Journal* : « *Si les choses ne dépendaient que de moi, je [le] reconstruirais à peu près tel qu'il était. [...] Je m'efforcerais, en réduisant au minimum les modifications apportées à la construction précédente, à construire ce fourneau le plus rapidement et le plus économiquement possible.* » Il faut dire qu'il serait très difficile de retrouver le niveau de production de 1929, soit 9 millions de tonnes d'acier – un niveau qui sera en fait dépassé dès 1949 !

À la Libération, la France semblait donc bien ankylosée dans un passé qui lui faisait préférer le passé à un avenir qui ne l'enthousiasmait guère. En 1945, son PIB par habitant, en dollars de 1990, était de 2573 dollars, un chiffre inférieur à celui de... 1894 (2626 dollars)⁴.

En 1954, dix ans après, on comptait toujours 5 millions de personnes dans l'agriculture, soit 26 % de la population active, à peine moins que dans l'industrie (5,3 millions). À cette date encore, la valeur ajoutée par l'agriculture (20,2 milliards de francs courants) représentait 14 % du PIB total, soit plus que l'industrie des biens d'équipement (10,9 milliards) et celle des biens de consommation courante (11,3 milliards).

En 1946, la carte de l'électrification rurale faisait apparaître une grande tache blanche (moins de 60 % des foyers équipés) à l'Ouest, dans les départements du Finistère, des Côtes-du-Nord, du Morbihan, de l'Ille-et-Vilaine, de la Mayenne et de la Vendée. En 1950, la consommation moyenne par abonné pour usages domestiques atteignait 260 kWh en France, 268 en Italie, 642 aux Pays-Bas, 1244 en Grande-Bretagne, 1830 aux États-Unis.

En 1954, seuls 7,5 % des ménages possédaient un réfrigérateur et 8,4 % un lave-linge. Et quand la commune de Plozévet, en pays bigouden, commence à s'équiper en téléviseurs, au début des années 1960, la possession d'un appareil impose aux habitants une rare prudence : « *Les clients demandent souvent à l'électricien de garder le secret de leur achat jusqu'à l'apparition de l'antenne... Le sentiment encore très fort d'une communauté morale maintient en face de l'innovation un conformisme que l'on ne*

ZOOM

Moulinex 1957-2001



Cl. J.-C. Planchet/CNAC/MAM/RMNDP

Créée en 1957 par Jean Mantelet, l'inventeur du « moulin à légumes », la marque « Moulinex », qui « libérait la femme », a été un symbole du bel âge industriel. Cependant, perçue comme « bas de gamme », elle n'a pas résisté à la concurrence asiatique. En 2001, l'entreprise doit déposer le bilan.

s'accorde le droit de transgresser que collectivement⁵. »

Même si le gouvernement éphémère de Pierre Mendès France n'est pour rien dans l'affaire, c'est à partir de 1954 que s'accéléra la mutation industrielle de la France, comme si la perte de l'Indochine et bientôt celle de l'Algérie imposaient aux Français de se ressaisir pour tenir leur rang. En une dizaine d'années, la mutation industrielle est exceptionnelle, au grand dépit de Pierre Poujade, défenseur des intérêts des petits commerçants et artisans, qui écrit : « *Il faut que l'on sache que si les paysans, commerçants et artisans sont les "moyens" classiques, l'industriel ne constitue ni en esprit, ni en intérêt, une partie de ces "classes moyennes"*⁶. »

Ces paysans qui grognaient se transformant pourtant en pionniers de la modernité. Ils étaient 5 millions en 1954, ils ne sont plus que 2,3 millions en 1973 (10,7 % de la population active). Ils produisaient (en prix constants de 1970) 35,3 milliards de francs de valeur ajoutée en 1954, ils en livrent 54,5 milliards en 1973. Leur productivité a été multipliée par 3 ! En 1946, un actif agricole nourrissait 5,5 Français. Il en nourrit 26 trente ans plus tard.

En 1960, le même Baudot qui, en 1950,

NOTES

* Cf. lexique, p. 87.

1. *La Voix de la Moselle*, 4 décembre 1970.

2. *Traité marxiste d'économie politique*, t. I, Paris, Éditions sociales, 1971.

3. L. Wylie, « Transformations et permanence de la structure sociale française », *À la recherche de la France*, Paris, Le Seuil, 1963.

4. Cf. A. Maddison, *L'Économie mondiale : statistiques historiques*, OCDE, 2003.

5. Cf. A. Burguière, *Bretons de Plozévet*, Paris, Flammarion, 1977.

6. P. Poujade, *J'ai choisi le combat*, Société générale des éditions et des publications, 1955.

IMAGE

La France en friche



Cf. Charles/Rapho

En 1878, Thomas Gilchrist invente un procédé permettant d'exploiter le minerai de fer à basse teneur de Lorraine. La « minette » alimente dès lors le formidable développement industriel d'une région que certains comparent à un nouveau Texas. En 1962, la production atteint

62 millions de tonnes... pour chuter à 17 millions en 1972 et à 2,5 millions en 1992. Les « friches industrielles » deviennent les témoins d'un pays foudroyé par la désindustrialisation. Ci-dessus : la destruction de la mine de fer de Jarny (Meurthe-et-Moselle) en 1986.

à Roussillon, lançait à Laurence Wylie : « Pourquoi planterais-je des arbres fruitiers ? Pour que les Russes et les Américains prennent mon verger comme champ de bataille ? Non, merci bien. Pas si bête ! », a acheté une voiture neuve, un tracteur et un appareil de télévision, tous à crédit. En 1946, on recensait 56 500 tracteurs en France ; on en compte 628 300 en 1959.

La valeur ajoutée par l'industrie (y compris le bâtiment et les travaux publics), en prix constants de 1970, passe de 90,6 milliards de francs en 1954 (soit 26,1 % du PIB) à 331,2 milliards en 1974 (38,6 % du PIB). Toujours en vingt ans, le nombre de travailleurs dans l'industrie et le bâtiment est passé de 6,7 millions à 8,3 millions : autant dire que la productivité du travail a été, là aussi, multipliée par 3.

Dans le même temps, même s'ils ont tendance à le nier, le pouvoir d'achat des « masses laborieuses » a également triplé. En 1946, en francs 1995, le salaire annuel moyen d'un ouvrier était de 25 000 F, il est de 75 000 F en 1973. A cette dernière date, la France a un PIB par tête (13 114 dollars

de 1990) supérieur à celui de l'Allemagne (11 966), qu'elle a rattrapée en 1962 puis dépassée en 1963, et du Royaume-Uni (11 294), qu'elle a rattrapé en 1966 puis dépassé en 1967. Il faut dire qu'en cette année 1973 on travaille en France 1 771 heures par an et par personne employée contre 1 688 au Royaume-Uni, 1 717 aux États-Unis et 1 804 heures en Allemagne.

En quelques années seulement, et c'est

La productivité a triplé en vingt ans

impressionnant, du milieu des années 1960 à l'aube des années 1970, se sont mis en place les rouages de cette « nouvelle société » qui a accompli ce que l'âge industriel avait laissé espérer dès les années 1880. Avec presque un siècle d'écart mais à grandes enjambées.

La loi du 11 janvier 1970 substituait au SMIG (salaire minimum interprofessionnel garanti) institué en 1950 le SMIC (salaire minimum interprofessionnel de

croissance), non plus indexé sur la hausse des prix mais sur la hausse de la production et du salaire moyen. Le 20 avril 1970, l'organisme patronal, le CNPF, et les syndicats parvenaient à un accord qui permettait désormais aux salariés d'être payés au mois et non plus à l'heure ou au rendement. C'était réduire, annonçait Georges Pompidou, « ce fossé qui sépare en quelque sorte l'élite, qu'on appelle les mensuels, de l'infanterie, la piétaille, qu'on appelle les horaires ». Les résultats furent rapides : en 1969, dans la métallurgie, on comptait moins de 10 % des effectifs ouvriers payés au mois, ils étaient 90 % en 1975.

Le 9 juillet 1970 était également signé l'accord interprofessionnel qui ouvrait à tous les salariés le droit à la formation et aux perfectionnements professionnels, suivi le 20 février 1972 par un autre étonnant à tous les salariés, y compris ceux qui n'étaient pas concernés par un accord interprofessionnel, le droit au congé formation. Jacques Chaban-Delmas pouvait annoncer en septembre 1969 sans être démenti : « Cette nouvelle société, je la vois comme une société prospère, généreuse et libérée. [...] C'est sous l'égide de la générosité que je vous propose de placer notre action. Nous devons, par une solidarité renforcée, lutter contre toutes les formes d'inégalité des chances. »

Cinq années plus tard seulement, le rêve était brisé. L'année 1974 allait être l'année du record absolu de la production française d'acier : 27 023 000 tonnes (7 236 000 tonnes en 1948). En 1975, l'année où était inauguré à Fos-sur-Mer le premier haut fourneau de la gigantesque usine littorale, la production chutait à 21 530 000 tonnes. En 1983, elle n'était plus que de 17 582 000 tonnes. Bien loin des 35 millions de tonnes promises par le parti communiste... L'extraction du minerai de fer, qui était encore de 54 millions de tonnes en 1974, n'atteignait plus que 15,9 millions en 1983. La production de charbon, qui s'élevait toujours à 28 millions de tonnes en 1974, s'effondrait à 8,4 millions en 1988.

Des chiffres qui faisaient pourtant dire au Premier ministre Pierre Mauroy, à Pont-à-Mousson (Meurthe-et-Moselle), le 4 décembre 1982 : « Je le dis ici, avec solennité, la sidérurgie lorraine est une sidérurgie d'avenir. Elle est d'avenir, parce que les travailleurs y sont compétents et courageux, parce que le minerai lorrain, maintenant délivré des coûts injustifiés qui le chargeaient,

est un minerais compétitif, parce que la nationalisation rend possible un effort d'investissement sans précédent... » Portée au pouvoir par une classe ouvrière à son apogée, la gauche était condamnée, par la nouvelle et implacable mutation des activités, à la « trahir », quelques mois après lui avoir promis de « changer sa vie ».

Car c'est bien dans la douleur et l'incompréhension que naît et se développe alors une autre société. L'emploi dans l'industrie, qui occupait 29,1 % des actifs en 1970, n'en occupe plus que 16,6 % en 2001. Pour la première fois dans l'histoire du pays, à cette date, les ouvriers (y compris agricoles) sont moins nombreux que les employés (7 millions contre 7,8 millions). Mieux encore, on compte aujourd'hui plus de cadres et de professions intellectuelles supérieures (3,1 millions) que d'OS*, les « ouvriers spécialisés », les moins qualifiés (2,6 millions). Frappant les gros bataillons des industries « anciennes », le chômage de masse a dépeuplé la sidérurgie, la chimie et le textile.

« Les Trente Glorieuses, écrit Henri Mendras, faisaient de l'industrie la force et la fierté de la nation et de l'ouvrier le héros de cette modernisation de l'économie française qui, soudain, dans un immense effort collectif, rattrapait les grandes nations industrielles, l'Angleterre et l'Allemagne⁷. » Mais, en un temps si court que les consciences en ont été bouleversées, la classe ouvrière s'est littéralement dissoute. « Aujourd'hui, poursuit Henri Mendras, en dehors des ouvriers les plus qualifiés, dont la technique de travail est devenue pointue, ce sont les jeunes qui occupent les positions difficiles dans le travail d'ouvrier, en particulier les jeunes d'origine étrangère surreprésentés dans les secteurs de la construction et de l'industrie automobile pour les hommes et le nettoyage des surfaces pour les femmes ; ce sont eux qui sont soumis aux emplois précaires, à l'intérim ou au chômage. Presque tous sont originaires des "cités" paupérisées des années 1990. Ils refusent tout héritage du monde ouvrier et rêvent d'une réussite individuelle de petit patron. »

Une évolution qui s'est traduite électoralement par le rejet du PCF : à l'élection présidentielle de 1981, Georges Marchais avait obtenu 30 % des voix ouvrières, à celle de 2002, Robert Hue en a recueilli 6 %.

En même temps, l'emploi dans l'agriculture a poursuivi son inexorable déclin. Les agriculteurs exploitants sont aujourd'hui un peu plus de 600 000 et les ouvriers agricoles 280 000 : au total 3 % de la population active. On compte plus de professeurs des écoles, anciennement instituteurs (900 000) que d'actifs agricoles.

Nos « temps modernes » n'ont désormais plus grand-chose à voir avec ces grandes machines qui imposaient leur mouvement aux ouvriers. Ce sont désormais les services qui sont devenus les moteurs de l'emploi et de la croissance. A eux seuls, les services marchands et non marchands (administration, éducation, santé et action sociale) assurent 73,2 % des emplois et 72,5 % de la valeur ajoutée globale (PIB). Aujourd'hui, la valeur ajoutée par les hôtels et restaurants (39,6 milliards d'euros) est largement supérieure à celle créée par l'industrie automobile (23,2 milliards d'euros) ou l'ensemble de la métallurgie et de la transformation des métaux (26 milliards d'euros).



Un supermarché Carrefour installé en Chine : aujourd'hui, le rayonnement et la richesse de la France reposent sur ses services.

Aujourd'hui encore, la valeur ajoutée des activités immobilières, qui n'occupent que 266 000 emplois (1,2 % de la population active), représente 160 milliards d'euros (11,9 % du PIB), soit plus que la valeur ajoutée par l'industrie automobile, l'industrie des biens d'équipement et l'industrie des biens intermédiaires (156 milliards d'euros cumulés) qui occupent près de 4 millions d'actifs !

Une véritable révolution dont personne ou presque ne semble prendre conscience. Dans une déclaration au *Monde*, le 24 mai 1991, Raymond Barre déclarait ainsi :

« L'industrie manufacturière est le fondement de la compétitivité. La "société de services" s'appuie sur l'activité manufacturière, puisque la création d'emplois dans les services est pour une large part subordonnée à l'industrie, que la création de richesses est deux fois plus forte dans l'industrie, que seule celle-ci détermine la compétitivité sur les marchés mondiaux. » Trois affirmations qui, selon Jean Gadrey, un des meilleurs spécialistes français de l'économie des services, lui auraient valu au DEUG une note inférieure à la moyenne⁸.

Toujours dans *Le Monde*, et pour la même note, Dominique Strauss-Kahn déclarait quant à lui, en 1998 : « Personne ne peut penser qu'on puisse distribuer sans avoir produit. D'ailleurs, la gauche s'enracine dans une tradition qui est celle de la production. Notre effort doit se porter d'abord sur la production, et notamment, la production industrielle, sur la création de vrais emplois qui sont des emplois directement productifs. »

On mesure à la lecture de tels propos à quel point la transition entre l'âge industriel et l'âge des services est, en France, particulièrement difficile. Convertie à l'industrie plus tard que les autres grands pays industrialisés, elle peine à abandonner l'âge industriel alors que, dans les faits, elle est déjà largement entrée dans un monde qui ne ressemble plus guère à celui qui était le sien il y a à peine vingt ans. C'est probablement la raison qui explique qu'elle souffre plus que les autres d'un chômage persistant.

S'acharnant à mettre en avant-scène Alstom et les délocalisations industrielles, la France ignore qu'elle est devenue en 2000 le deuxième exportateur mondial de services, ce qui lui permettait de dégager à cette date un solde de sa balance des paiements courants de 24,7 milliards de dollars, là où l'Allemagne enregistrait un déficit de 20,5 milliards de dollars et le Royaume-Uni un déficit de 24,5 milliards de dollars.

Mieux ou pire, pourrait-on dire, selon le rapport au Conseil d'analyse économique remis en 2004 par Pierre Cahuc et Michèle Debonneuil, si la France avait le même taux d'emploi que les États-Unis dans le commerce, l'hôtellerie et la restauration, à population comparable, elle aurait 3,4 millions d'emplois supplémentaires. La même comparaison avec les Pays-Bas aboutit à 1,8 million d'emplois et à 1,2 million dans le cas de l'Allemagne et du Danemark⁹. Autant dire que le chômage aurait quasiment disparu. Reste qu'il faut sans doute convaincre les Français et le monde politique qu'il vaut mieux être serveur que chômeur, ce qui n'est manifestement pas facile. ■

NOTES

7. H. Mendras, L. Dubois Fresney, *Français, comme vous avez changé*, Paris, Tallandier, 2004.

8. J. Gadrey, *Socio-économie des services*, Paris, La Découverte, « Repères », 2003.

9. *Productivité et emploi dans les services*, Conseil d'analyse économique, Paris, La Documentation française, 2004.

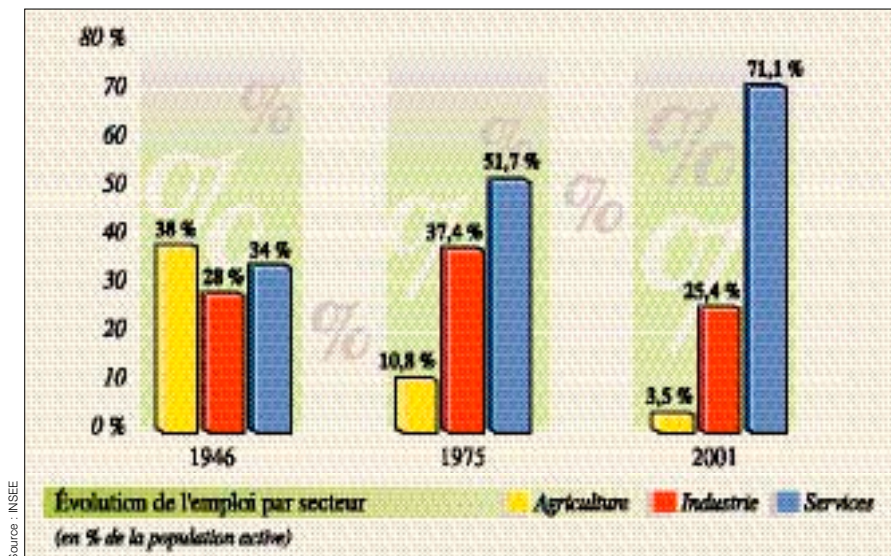
Travailler...

Si les Français travaillent de moins en moins,

CHRONOLOGIE

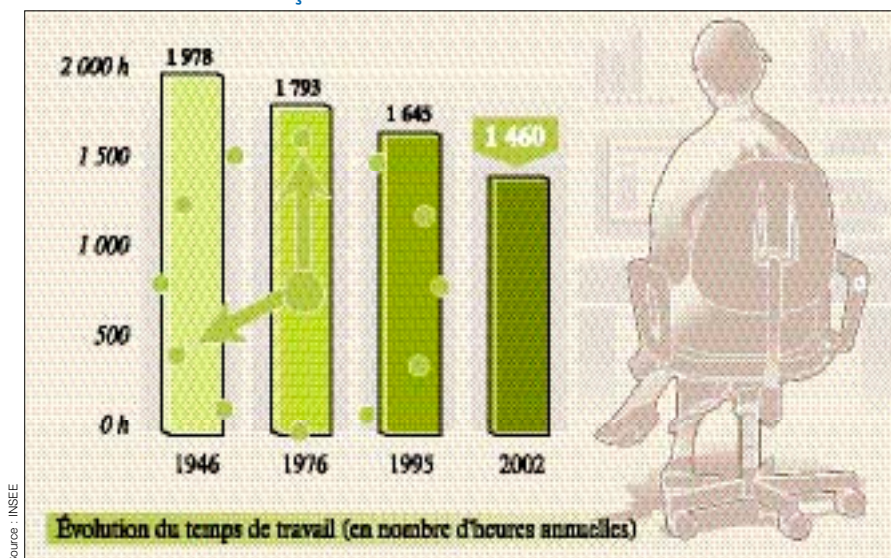
- **1945** : création de la Sécurité sociale. Nationalisations.
- **1950** : création du SMIG.
- **1954** : appel de l'abbé Pierre.
- **1956** : institution d'un minimum vieillesse. Troisième semaine de congés payés.
- **1967** : création de l'ANPE.
- **1969** : quatrième semaine de congés payés.
- **1970** : création du SMIC.
- **1973** : premier choc pétrolier. Fin des Trente Glorieuses.
- **1979** : second choc pétrolier.
- **1980** : 3 millions de chômeurs.
- **1982** : semaine de 39 heures. Cinquième semaine de congés payés. Retraite à 60 ans.
- **1983** : tournant de la rigueur économique.
- **1985** : création des Restos du cœur.
- **1986** : privatisations.
- **1988** : création du RMI.
- **1998** : loi sur les 35 heures.
- **1999** : création de la Couverture maladie universelle.
- **2002** : mise en circulation de l'euro.
- **2003** : loi sur les retraites.

L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION DES COLS BLANCS



En 1946, plus d'un siècle après l'écllosion de la révolution industrielle, la France comptait encore 38 % d'actifs dans l'agriculture ! Amorcée au milieu des années 1950, la décreue s'accélére à partir des années 1970. En moins de trente ans, les structures quasi immobiles de la population active sont bouleversées au bénéfice des cols blancs : ceux-ci occupent aujourd'hui 3 emplois sur 4.

LES FRANÇAIS TRAVAILLENT DE MOINS EN MOINS

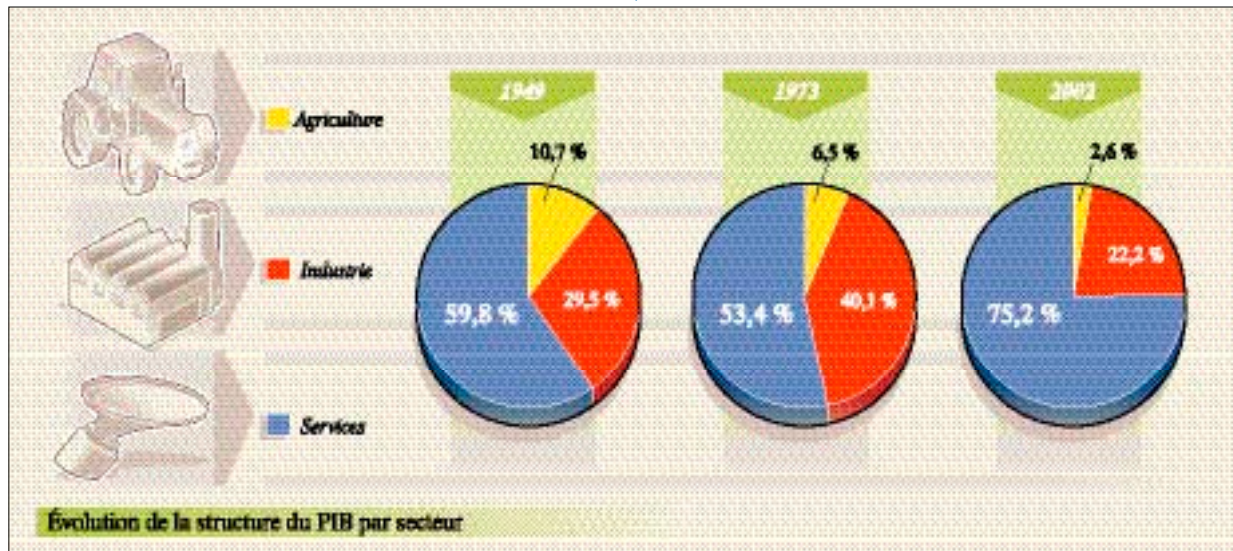


En un demi-siècle, les Français ont gagné plus de 500 heures de « loisir ». En 1946, ils travaillaient en moyenne près de 2 000 heures par an ; aujourd'hui, 1 460 heures seulement pour ceux qui ont bénéficié du passage aux 35 heures. Plus de 12 semaines (à 40 heures) de congés en plus, obtenues essentiellement dans les 30 dernières années du xx^e siècle.

et s'enrichir

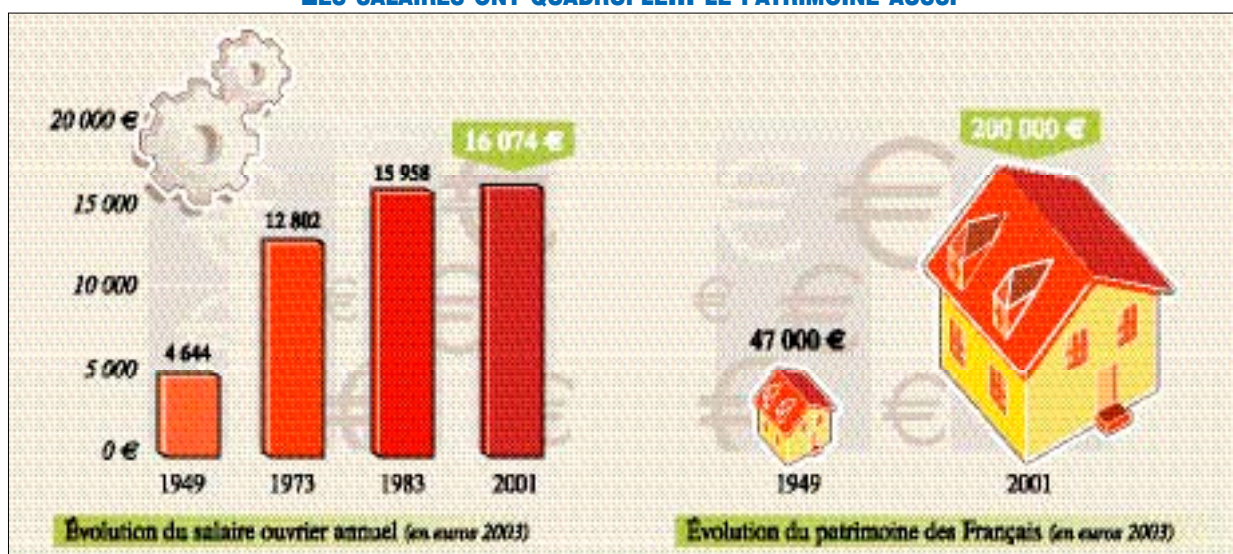
leurs revenus ne cessent d'augmenter.

CE SONT LES SERVICES QUI CRÉENT LA RICHESSE



Depuis les débuts de la révolution industrielle, les « services » ont toujours assuré la majeure partie des richesses créées. Au temps des Trente Glorieuses toutefois, c'est la croissance de l'industrie qui est le phénomène le plus spectaculaire. Depuis 1973, les services assurent l'essentiel de la croissance. Une évolution mal perçue dans la mesure où les services n'ont jamais fait l'objet de réelles études historiques.

LES SALAIRES ONT QUADRUPLÉ... LE PATRIMOINE AUSSI



En une cinquantaine d'années, le revenu et le patrimoine des Français se sont accrus dans des proportions exceptionnelles. En pouvoir d'achat, le salaire ouvrier annuel a plus que triplé de 1949 à 1983, pour plafonner ensuite. Surtout, le patrimoine moyen a presque quintuplé. En francs « nouveaux », les Français sont aujourd'hui presque tous « millionnaires » ! Sans compter les droits à la retraite, qui devraient être comptabilisés dans le patrimoine.